

Zara et H&M accusés d'accélérer la déforestation au Brésil

L'organisation britannique Earthsight dénonce dans une enquête publiée jeudi 11 avril la déforestation de la forêt de Cerrado au Brésil où la savane laisse place à de vastes champs de coton. Du coton envoyé ensuite en Asie pour fabriquer les jeans des géants de la mode.



© Paralaxis/Getty Images - Image de la déforestation en Amazonie pour laisser place à des champs de coton.

Par [Xavier Martinage](#) Publié le 12/04/2024 à 13h20

Un vrai «*scandale*». C'est ce que dénonce l'ONG Earthsight dans sa dernière enquête publiée ce jeudi 11 avril et relayée par nos confrères du [Monde](#). Intitulée précisément «**Crimes de mode. Les géants européens liés au scandale du coton brésilien**», elle se penche sur le défrichage massif de la forêt amazonienne de Cerrado [au Brésil](#). Pendant un an, les membres de l'ONG ont enquêté en passant au crible des images satellites et des données, et en interviewant des agriculteurs locaux pour établir comment deux [géants du coton](#), Grupo Horita et SLC Agricola, profitent de **champs à perte de vue** qui ont remplacé la savane en quelques années.

Du coton qui est ensuite envoyé en Asie et qui sert à fabriquer des vêtements pour deux géants de l'habillement : [H&M](#) et Inditex, propriétaire de [Zara](#), Massimo Dutti, Bershka, Oysho ou encore Pull and Bear. Le problème, c'est que ces géants du coton obtiennent

des certifications, comme la Better Cotton (BC), label utilisé par les grandes marques pour certifier les produits utilisés dans la fabrication de ses jeans, par exemple. **140 000 hectares détenus par Grupo Horita, 44 000 par SLC Agricola**, qui utiliseraient du coton sur des champs issus de défrichages illégaux, selon l'ONG. Les pratiques d'Horita ne sont pas nouvelles et l'État de Bahia dénonce déjà depuis dix ans des «*déforestations illégales*» ou une absence d'autorisation.

780 000 hectares de forêt en moins

Le groupe a déjà reçu des amendes de plusieurs millions de dollars, mais comme SLC Agricola, ils ne s'arrêtent pas là. Selon les données collectées par l'Observatoire mondial des forêts citées par nos confrères, rien qu'en 2022 et 2023, **le couvert forestier de Cerrado a reculé de 6%**. Pour le World Resources Institute et l'université du Maryland, il s'agit de 780 000 hectares qui ont disparu. Une [déforestation](#) entamée dans une logique de production effrénée au niveau industriel, où **le Brésil souhaite devenir à l'horizon 2030 le premier producteur de coton au monde**, devant les États-Unis. À ce jour, le pays d'Amérique du Sud en produit 3,3 millions de tonnes. Earthsight, qui a publié des images de déforestation massive en juin 2023, fustige une logique où les champs de coton gagnent ainsi du terrain au «*détriment des populations locales*».

Dans le même temps, cette industrialisation du coton au Brésil débouche sur un «*cocktail détonant de corruption et de violences*», selon l'ONG. Un des co-auteurs de l'étude parle même de «*témoignages de menaces à main armée et de détentions arbitraires glaçants*». Mais ce n'est pas tout. Car une fois exporté, le coton doit être labellisé, et pour l'ONG, il y a «*conflits d'intérêts*» avec le fameux organisme suisse BC. Ce dernier a signé un partenariat avec l'Abrapa, l'association brésilienne des producteurs de coton. Or, un autre accord datant de 2014 stipule que tout agriculteur respectant les standards Abrapa peut utiliser le label BC. Il manque donc «*une véritable indépendance*» et «*une impartialité*», dénonce le co-auteur du rapport.

Inditex et H&M préoccupés ?

Les géants de l'habillement font-ils trop confiance à BC ? L'organisme suisse a déjà fait l'objet d'une enquête en France du magazine *Cash Investigation*, rappelle *Le Monde*. Il assure à nos confrères qu'un audit est en cours et que «*les questions soulevées démontrent le besoin urgent d'un soutien gouvernemental pour (...) garantir une mise en œuvre juste et efficace de l'État de droit*». Du côté des enseignes, **H&M dit «prendre très au sérieux» ces résultats** et veut améliorer «*les normes et leur contrôle*» avec BC. Quant à Inditex, le groupe espagnol a d'ores et déjà écrit à BC, mais dit toujours «*attendre (...) les résultats d'une enquête interne de BC*» entamée en août 2023, a appris *Le Monde*.

Si [Inditex](#) parle de «*sérieuse atteinte à [sa] confiance accordée*» a BC, Earthsight n'est pas tendre avec le géant de l'habillement, qui est incapable de «*contrôler sa chaîne d'approvisionnement de coton et fait aveuglement confiance à un système de certification qui s'est révélé défectueux depuis longtemps*». L'ONG britannique demande enfin à ce que la culture du coton entre dans le règlement européen contre la déforestation et la dégradation des forêts.